



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

-

Commun aux lots

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)

Marché d'entretien des espaces verts extérieurs et plantations intérieures

Procédure formalisée – n° marché : 2025GCPN4043

**(Selon les dispositions des articles L.2161-1 et suivants et R.2161-1 et suivants du
code de la commande publique)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 5 - COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL.....	5
5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation	5
5.2 Revue de contrat du marché.....	6
ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDE	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION PAR LOT.....	7
7.1 Dispositions techniques communes aux lots.....	7
Les traitements	7
Enlèvement des déchets	7
Respect de l'environnement	7
Intervention du titulaire	7
Signalisation du chantier et matériel utilisé	8
Travail en hauteur hors lots 2,3 et 5.....	8
Tenue de travail.....	8
Définition de l'obligation de résultat	8
7.2 conditions d'exécution du lot n°3.....	8
Intitulé du lot n°3.....	8
Description des prestations :	8
ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE ET DISCRETION PROFESSIONNELLE	9
8.1 Respect de la confidentialité	9
8.2 Respect de la vie privée.....	9
8.3 Personnel intervenant.....	9
8.4 Clause de confidentialité	9
ARTICLE 9 - REMUNERATION	10
9.1 Contenu des prix.....	10
9.2 Mois d'établissement des prix	10
9.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise).....	10
9.4 Clause de sauvegarde	11
9.5 Application de la valeur à taxe ajoutée.....	11
ARTICLE 10 - LISTE DE PENALITE	11
ARTICLE 11 - OBLIGATION DE DISCRETION.....	11
ARTICLE 12 - ASSURANCE.....	11
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT	11
13.1 Paiement	11

13.2 Echéance.....	11
13.3 Modalités de transmission de la facturation	12
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS GENERALES	12
14.1 Mise en Œuvre.....	12
14.2 Cession.....	12
14.3 Sous-traitance.....	13
ARTICLE 15 - LIVRAISON DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	13
ARTICLE 17- LISTE DE DEROGATION AU CCAG FCS	15

ARTICLE 1- OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est l'entretien des espaces verts extérieurs et plantations intérieures. Le présent marché est composé de 5 lots. Certains lots font l'objet d'une réservation au titre de l'article L.2113-12 du Code de la commande publique.

Ainsi, les lots n°2 et n°5 sont réservés aux entreprises adaptées, aux établissements ou services d'aide par le travail (ESAT) ou à des structures équivalentes employant au moins 50 % de personnes en situation de handicap ou défavorisées.

- Lot 1 Entretien des espaces extérieurs – Secteur Nantes
- Lot 2 Marché réservé – Entretien des espaces extérieurs – Secteur Nantes
- Lot 3 Entretien des plantations intérieures – Secteur Nantes
- Lot 4 Entretien des espaces extérieurs – Secteur Saint-Nazaire
- Lot 5 Marché réservé - Entretien des espaces extérieurs – Secteur Saint-Nazaire

Pour le compte des entités suivantes :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain
- **Groupeement Interprofessionnel Pour l'Apprentissage et la Formation Continue (GIPAFOC)**, 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes,
- 12 Nantes Cedex 3,
- **Maison de l'apprentissage Saint- Nazaire (MASN)**, 66 Rue Michel Ange, 44600 Saint-Nazaire,
- **SAS Loire Atlantique Nautisme**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint Herblain.

Pour les sites de livraison suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN), Maison de l'entrepreneuriat et des transitions**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**, 16 quai Ernest Renaud, CS 90517, 44105 Nantes Cedex 4,
- **Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Pays de la Loire (CCIR)**, 1 rue Françoise Sagan, 44800 Saint-Herblain,
- **Hôtel Consulaire de la CCINSN** - 35 Avenue du Général de Gaulle - 44600 St Nazaire
- **Gavy Océanis**, Boulevard de l'Université, 44600 St Nazaire,
- **Maison de l'apprentissage Saint- Nazaire (MASN)**, 66 Rue Michel Ange, 44600 Saint-Nazaire,
- **Capitainerie de Piriac** - 1 Rue du Fort Baron – 44420 Piriac sur Mer

ARTICLE 2 - PROCEDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure formalisée suivant les dispositions des articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un Marché à Bons de Commandes (MABC) suivant les dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique avec un maximum de 260 K€ HT passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

Date de début prévisionnelle du marché : Début juillet 2025 ou date de réception de la notification du marché pour le site de le MET à Saint-Herblain et janvier 2026 pour l'ensemble des autres sites.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois pour une fin au 31 décembre 2029 pour l'ensemble des sites.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) un par lot
- Le bordereau de prix (B.P) un par lot,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) commun aux lots,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de **Fournitures courantes et services 2021 (CCAG-FCS)**, en vigueur à la date de remise des offres. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière des titulaires.

ARTICLE 5 - COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCINSN. La CCINSN met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses clients. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur CCINSN.

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec les titulaires du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Assurer un support aux entités partenaires en cas de difficulté technique ou contractuelle dans la mise en œuvre du marché

- A la demande d'un ou plusieurs entités partenaires, intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur et des entités. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCINSN)
- Des représentants des entités partenaires

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 - BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande **avec un maximum de 260 000 € HT** passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande (fax, lettre, courriel), au vu de l'offre établie par le titulaire.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le bordereau de prix.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro du marché,
- La date d'émission et le n° du bon de commande,
- La nature des prestations commandées,
- Le lieu de livraison,
- Les références tarifaires du BP
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- L'adresse de facturation.

Le Bordereau des Prix représente le plan de communication annuel.

Les montants des actions menées de juillet à décembre 2014 seront déterminés sur la base des coûts journées du Bordereau des prix.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION PAR LOT

7.1 Dispositions techniques communes aux lots

Les traitements

Tous les traitements réalisés devront impérativement être respectueux de l'environnement : optimisation des déplacements, tri des déchets, utilisation d'énergies renouvelables, favorisation de l'insertion professionnelle des personnes en difficulté. Pour l'enrichissement des sols, le titulaire privilégiera les produits végétaux en remplacement des solutions chimiques classiques après accord express de la CCINSN et des entités partenaires.

Enlèvement des déchets

Tous les déchets liés aux prestations ci-dessus seront enlevés et évacués immédiatement par le titulaire. Le titulaire devra assurer une élimination des déchets conforme à la réglementation en vigueur. Le retraitement des déchets sera à la charge du titulaire.

Concernant les déchets de gynérium et pour toutes autres plantes invasives :

- Ne jamais composter ou abandonner les déchets de coupe sur place.
- Transporter en **déchetterie spécialisée** ou faire incinérer si autorisé.
- Manipuler avec soin pour **éviter la dissémination des fragments de rhizomes**.

Respect de l'environnement

Le titulaire s'engage à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement et de la biodiversité. À ce titre, il devra :

- Adapter ses interventions aux cycles naturels (nidification, floraison, hibernation...)
- Préserver les habitats naturels et éviter toute destruction de zones refuges pour la faune
- Utiliser des équipements et produits limitant les nuisances et l'impact environnemental
- Informer le pouvoir adjudicateur de toute situation nécessitant une adaptation pour protéger la faune ou la flore.

Tout manquement pourra entraîner des mesures correctives ou des pénalités prévues au marché.

Intervention du titulaire

Le titulaire fournira un programme d'intervention prévisionnel annuel pour chaque site et après accord de l'entité.

La date et l'heure d'intervention seront convenues au minimum 5 jours ouvrés à l'avance entre le titulaire et les entités qui seront informées par tout moyen.

Un bon de passage ou intervention sera à faire signer au responsable du site ou son représentant par l'intervenant.

Dès la notification du marché, le titulaire devra désigner un responsable de chantier, chargé notamment de :

- Prendre connaissance et signer le plan de prévention pour chacun des sites,

- Prendre connaissance du règlement intérieur des sites en vigueur,
- La conduite des travaux,
- La coordination du chantier avec la CCINSN et les entités partenaires,
- La sécurité des personnes et de l'environnement immédiat,
- L'encadrement des techniciens.
- La bonne application de la politique d'accès aux bâtiments de tous les sites

Signalisation du chantier et matériel utilisé

Elle comprend, chaque fois que nécessaire :

- La fourniture et la pose de panneaux pour la signalisation temporaire du chantier,
- Les dispositifs nécessaires à la fermeture des accès des chantiers,
- Le maintien permanent de la clôture de délimitation des zones publiques,
- Le nettoyage des voies publiques et le maintien permanent de la propreté du site des travaux.

Le titulaire prendra toutes les mesures de sécurité nécessaires que peut exiger le fonctionnement de ses engins sur le chantier. Il sera responsable de tous les accidents ou dommages résultant de la non-observation des mesures de sécurité. Le matériel utilisé devra être entretenu et conforme à toutes les règles ou règlement de sécurité.

Travail en hauteur hors lots 2,3 et 5

Le titulaire prendra toutes les mesures de sécurité nécessaires pour le travail en hauteur. Le titulaire s'engage à faire intervenir des personnes ayant une formation de travail en hauteur selon article R4323-106.

Tenue de travail

Tous les employés du titulaire, intervenant sur les sites, devront impérativement être pourvus d'une tenue de travail et d'équipements de sécurité (chaussures, casques, lunettes ou masques de protection, oreillettes, gants ...). Ils devront régulièrement participés à des stages de formation. Les employés devront porter une tenue aux couleurs du titulaire marquée du signe du titulaire, afin d'être parfaitement identifiable. Ils sont porteurs d'une carte professionnelle avec photographie.

Définition de l'obligation de résultat

L'obligation de résultat est l'obligation pour le titulaire d'assurer l'entretien dans un état et un aspect de totale propreté de l'ensemble des éléments du marché.

L'entretien de ces espaces se définit, comme l'ensemble des opérations ayant pour objet de rendre nets et propres, en les débarrassant de ce qui salit ou les encombre, l'ensemble des surfaces visées.

7.2 conditions d'exécution du lot n°3

Intitulé du lot n°3

Le lot n° concerne le marché d'entretien des plantations intérieures (plantes et jardinières) de la CCINSN et CCIR

Description des prestations :

Pour les sites de la CCINSN et CCIR :

- Les plantes à entretenir sont répertoriées sur le bordereau prix n°1
- 1 passage toutes les 4 semaines, soit 13 passages/an
- Arrosage et nettoyage des végétaux
- Remise à niveau des solutions nutritives contenues dans les bacs
- Tuteurage et taille si nécessaire
- Apport d'engrais

- Remplacement des indicateurs cassés
- Evacuation des déchets pour traitement et mise en décharge autorisée

Information complémentaire : jardinières de l'accueil Espace Lounge - Salorges

Les jardinières situées à l'accueil des Salorges devront subir un traitement anti-pucerons (selon la période concernée). Prévoir de mai à septembre un passage toutes les 3 semaines. Retour à 1 entretien par mois d'octobre à avril.

Jardinière de la terrasse espace OASIS - Salorges

Les jardinières situées sur la terrasse de l'ESPACE OASIS devront subir un traitement adapté (ex : Savon noir) - selon la période concernée -. Prévoir de mai à septembre un passage toutes les 3 semaines. Retour à 1 entretien par mois d'octobre à avril.

Inventaire et identification des plantes-pots et jardinières obligatoires

Afin de retrouver facilement les plantes-pots (naturelles et artificielles) et jardinières au sein de la CCI et CCIR, un système d'identification devra être mis en place et sera laissé à l'appréciation du candidat. Une mise à jour de l'inventaire du bordereau de prix des plantations sera à établir annuellement et sur la base du bordereau de prix n°1.

ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE ET DISCRETION PROFESSIONNELLE

Dans le cadre de ses interventions, le titulaire peut être amené à accéder à des espaces occupés ou privés (bureaux administratifs, locaux locatifs, locaux à usage sensible, etc.). À ce titre, il s'engage à :

8.1 Respect de la confidentialité

- Observer la plus stricte confidentialité quant aux informations, documents, matériels ou échanges auxquels il pourrait avoir accès pendant l'exécution du marché.
- Ne divulguer aucune information technique, administrative, commerciale ou personnelle, même après la fin du contrat.

8.2 Respect de la vie privée

- Intervenir dans les espaces occupés avec discrétion, en limitant les dérangements, et en respectant la tranquillité des occupants.

8.3 Personnel intervenant

- S'assurer que le personnel intervenant soit identifiable, habilité, et informé des obligations de discrétion, de respect des lieux et des personnes.
- Le personnel devra se présenter accompagné du PC SECU ou responsable de site de manière courtoise et professionnelle, et se conformer aux consignes d'accès particulières de l'établissement ou des occupants.

8.4 Clause de confidentialité

- Le titulaire pourra être amené à signer une clause de confidentialité spécifique ou un protocole d'intervention sur certains sites ou zones sensibles.

ARTICLE 9 - REMUNERATION

9.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de commande.

9.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

9.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix sont fermes pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché selon la formule suivante :

Le coefficient de révision "Cr" applicable est donné par la formule suivante :

$$Cr = 0,15 + 0,85 \text{ (Im / Im0)}$$

Formule dans laquelle :

Cr = coefficient de révision

Im0 = valeur de l'index national au mois m0.

Im = valeur du même index connu et publié au mois m.

Le marché est établi sur la base de l'indice national suivant :

Intitulé : EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts

Identifiant : 001711016

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la CCINSN, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courrier, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCINSN, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

9.4 Clause de sauvegarde

a CCINSN se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3% annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

9.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 10 - LISTE DE PENALITE

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 € HT.

ARTICLE 11 - OBLIGATION DE DISCRETION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCINSN peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 12 - ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCINSN, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Paiement

Les factures seront adressées à la Direction Financière de la CCI Nantes St-Nazaire, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro de la commande : sinon retour fournisseur.

13.2 Echéance

Pour la CCI Région Pays de la Loire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours suivant la réception de la facture.

Pour la CCI Nantes St-Nazaire, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

Pour l'IA, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois.

Pour Loire Atlantique Nautisme, le règlement s'effectuera par virement bancaire à 25 jours maximum fin de mois date de la réception de la facturation, paiement le 15 ou le 25 de chaque mois.

La facturation est effectuée périodiquement en fonction des prestations effectivement réalisées sur la période, conformément à la fréquence d'intervention définie dans le CCTP. Les montants sont calculés à partir des prix unitaires figurant au BPU.

13.3 Modalités de transmission de la facturation

Pour la CCISN, CCIR et LAN :

Le titulaire devra utiliser la **solution** informatique **gratuite et sécurisée**, **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/ afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

Pour ce faire, vos factures dématérialisées adressées à la CCI Nantes St-Nazaire et aux entités partenaires devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture ; Concernant la CCINSN, le SIRET = 13000810500186
- N° de marché : 2025GCPN4043
- Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

Pour l'IA :

Le titulaire devra envoyer sa facture à l'adresse suivante : compta@ia-formation.fr

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS GENERALES

14.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCINSN,
- A informer rapidement la CCINSN de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

14.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCINSN.

14.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer la CCINSN aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCINSN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 15 - LIVRAISON DES PRESTATIONS

Toutes les prestations devront être effectuées quel que soit le montant de la commande sans attente de regroupement.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

I. PROPOS PRELIMINAIRES

Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

II. DEFINITIONS

CCI des Pays de la Loire : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – www.cnil.fr.

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

ARTICLE 17- LISTE DE DEROGATION AU CCAG FCS

Application des dispositions du C.C.A.G-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCP	Article CCAG Fournitures courantes et services
16	5.3